

TOUT EN FUSTIGEANT LE GÉNÉRAL TOUFIK ET L'OPPOSITION

Ammar Saâdani défend Chakib Khelil

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, égal à lui-même, multiplie les déclarations fracassantes et malmène tous les tabous ! Hier encore, il plaidait publiquement pour «une amnistie générale envers tous les cadres injustement jetés en prison, marginalisés ou poussés à partir à l'étranger». L'allusion, ici, à l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, est à peine voilée. Elle sera même confirmée par Saâdani.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Saâdani, qui s'exprimait ainsi lors de son intervention d'ouverture d'une «journée d'étude sur les dispositions de la nouvelle Constitution», organisée par son parti au centre de l'UGTA à Zeralda, confirmera, en marge de la rencontre, que son propos comprend effectivement Chakib Khelil.

Ce n'est du reste pas la première fois que Saâdani défend l'ancien tout-puissant ministre de l'Energie. «Ce pays a besoin d'une amnistie générale. S'agissant de la justice, des droits de l'Homme et de l'économie, nous demandons une amnistie générale envers tous les cadres injustement jetés en prison, l'Etat doit réparer cette injustice. Il faut les réhabiliter». Ici, il fait allusion à sa bête noire, Ahmed Ouyahia, mais pas seulement.

Il ajoutera en effet ceci, juste après : «Combien de cadres ont été victimes d'un avis défavorable et ne peuvent dès lors plus travailler. Victimes d'un simple coup de stylo, avec cet avis défavorable, beaucoup se retrouvent sans travail pendant 20 ans, 30 ans». Bien sûr, Saâdani parle, là, des enquêtes d'habilitation qu'effectuait l'ex-Département du renseignement et de la sécurité, le DRS, sur les postulants aux postes supérieurs de l'Etat ou de l'administration. «Beaucoup parmi ces cadres ont été poussés à quitter le pays et, avec l'article 51 de la Constitution, on veut qu'ils ne reviennent plus chez eux.» Tout le monde aura compris qu'essentiel-

lement, c'est Chakib Khelil qui est défendu par un Saâdani qui n'ignore pas que cet ancien ministre, dont le nom revient dans tous les dossiers de corruption qui ont éclaboussé la Sonatrach depuis décembre 2009, s'est lui-même «autoexilé» pour ne pas avoir à répondre de quoi que ce soit. Il avait même fait l'objet d'un mandat d'arrêt prononcé par le procureur général près la cour d'Alger.

Mandat qui sera toutefois annulé et le procureur en question limogé ! Saâdani n'ignore pas, non plus, la proximité de cet ancien ministre avec Abdelaziz Bouteflika qui avait failli le nommer chef du gouvernement en 2009, n'étaient-ce les dossiers du DRS et de la justice sur les grosses affaires ayant secoué la Sonatrach. Voilà



Ammar Saâdani, SG du FLN.

Photo : Samir Sid

ce qui explique l'entêtement de Saâdani à défendre l'un des hommes les plus honnis par la rue en Algérie. Pour Ammar Saâdani, cela s'appelle «dire la vérité». Il s'explique : «La politique de la "chita" (la brosse, Ndlr) doit cesser ! Il faut apprendre à dire la vérité. Notre rôle, en tant que partis poli-

tiques, n'est pas de verser dans la "chita" ou d'applaudir, mais c'est de dire la vérité».

Cela dit, la précision qu'il faut fusera immédiatement après : «Son excellence le président de la République a fait plus que son devoir. Mais notre rôle à nous, est-ce seulement de nous réunir dans

les hôtels ? Non ! Non ! Il nous faut dire la vérité, attirer l'attention des responsables, etc.». Puis, sans transition aucune : «A propos, je dis à l'opposition : sortez de vos hôtels et donnez-nous votre constitution à vous ! Nous leur avons déjà dit, il y a 7 mois, que Daesh est à nos frontières. Maintenant Daesh est là. Allez lui faire la bise». Toujours à l'endroit de l'opposition : «Nous leur avons demandé de venir participer à la réalisation de la Constitution et ils ont refusé. N'empêche, la nouvelle Constitution est venue pour leur accorder beaucoup de droits».

Aussi, pour Saâdani cette nouvelle Constitution est venue pour «instituer une deuxième République et j'insiste sur la deuxième République car nous voulons un changement radical. Son excellence le président de la République veut un Etat de droit». Il plaidera enfin pour la liberté d'entreprise : «Laissez l'Algérien travailler et réussir !» A croire que nous avons affaire, en Saâdani, à un vrai chef de... l'opposition !

K. A.

PRÉPARATION DU CONGRÈS ET CONTRÔLE DE L'APPAREIL DU RND

Ahmed Ouyahia ferme le jeu

Le soutien à Ahmed Ouyahia figure en bonne place des résolutions adoptées à l'issue du conclave des neuf wilayas du centre du pays qui s'est tenu jeudi dernier, à Tizi-Ouzou.

«Les participants soutiennent le frère militant Ahmed Ouyahia comme secrétaire général», écrivent les «jeunes» militants de Bouira, Béjaïa, Boumerdès, Alger, Tipasa, Chlef, Aïn Defla, Blida et Tizi-Ouzou qui ouvrent ainsi le bal des appuis à l'investiture de l'actuel chef de cabinet du président de la République au poste de

secrétaire général du RND. Un geste que les autres militants auront, certainement, à rééditer, lors des rencontres similaires que le parti aura à organiser dans d'autres régions du pays.

Ahmed Ouyahia balise ainsi le terrain, fermant le jeu à son seul profit. Même si on aura beau jeu de montrer qu'au RND le respect

des formes démocratiques pour l'élection du futur homme fort du parti, lors du congrès extraordinaire du mois de juin prochain, est une valeur cardinale.

En confiant l'organisation des conférences régionales de la jeunesse et des étudiants du RND à ses sherpas du conseil national, le secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, prend une longueur d'avance sur les autres prétendants au poste de secrétaire général et se place sur

la voie royale pour la conquête du poste de secrétaire général, lors du congrès extraordinaire du parti qui se tiendra du 5 au 7 du mois de juin prochain. Affranchi de toutes entraves organiques et rassuré qu'il pourra l'être, que rien ni personne ne pourra l'empêcher d'exercer un contrôle absolu sur l'appareil du parti, A. Ouyahia se dirige vent debout pour être le candidat unique du Rassemblement national démocratique aux présidentielles de 2019.

S. A. M.

LE CONSTAT EST DE ALI BENFLIS :

«Le système est arrivé à bout de parcours»

«Le système est arrivé à bout de parcours», a considéré, hier samedi, le président du parti des Avant-gardes des libertés lors d'une rencontre régionale à Biskra.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et à Ali Benflis, qui s'exprimait devant des cadres et militants de son parti à Biskra, d'étayer son constat par le fait des symptômes qui ne laissent pas de place au doute quant à sa profession de foi.

Il en veut, ainsi, pour preuve, la

«crise politique sans précédent qui n'est pas fortuite, qui n'est pas sortie du néant» et qui «n'est pas conjoncturelle et donc aisément réversible». Pour lui, ce système «n'est plus de son temps» et est devenu une «étrange singularité dans son environnement mondial,

dépassé par les profondes mutations que connaît notre société».

Un système, ajoutera-t-il, «qui ne correspond plus aux attentes et aux besoins de nos concitoyennes et de nos concitoyens, incapable de prendre en charge et de régler les grands problèmes politiques, économiques et sociaux du pays, condamne notre pays à l'immobilisme et à la stagnation alors que les autres nations du monde se déve-

loppent et progressent à cadence accélérée». Et de professer encore, soutenant que cette crise est une «crise de régime», de par, selon lui, «sa forme, ses caractéristiques et ses manifestations». L'ex-chef de gouvernement dira puiser son constat dans le fait que les institutions du pays sont «illégitimes» ou «ne fonctionnent plus ou que la Constitution est inefficace dans l'assurance du fonctionnement nor-

mal de ces mêmes institutions». Pour lui, «une seule de ces causes suffit à établir l'existence d'une crise de régime». Et pas que cet indice puisque Benflis ressassera, une fois de plus, «la vacance du pouvoir et le vide au sommet de l'Etat», citant des «institutions illégitimes de l'Etat façonnées par la fraude électorale infamante et honteuse, qui ne sont pas le produit du choix du peuple et qu'elles ne représentent pas ce dernier» ; un gouvernement qui «ne gouverne presque plus, qui ne se réunit plus en moyenne que quatre fois par an ne peut d'aucune façon prétendre qu'il gouverne efficacement et effectivement à un moment où le pays ne compte plus les problèmes les uns plus épineux que les autres qui s'amoncellent devant lui», des forces «extra-constitutionnelles qui ont pris en main les destinées du pays à la faveur de la vacance du pouvoir».

Des forces constituées de «groupes d'influence, d'intérêts et de pressions et qui se sont emparées du centre de la décision nationale avec leurs ambitions et leurs visées particulières qui n'ont absolument aucun lien avec l'intérêt général et l'intérêt national».

M. K.

SOUFIANE DJILLALI À PROPOS DES SORTIES DES PATRONS DU RND ET DU FLN :

«Ouyahia et Saâdani se jouent de nous»

Le président de Jil Jadid a ironiquement répliqué au duo Saâdani-Ouyahia qui ne cesse de s'en prendre à l'opposition.

Soufiane Djillali, qui s'exprimait, hier samedi, à l'occasion d'une cérémonie de célébration du 5^e anniversaire du parti, a soutenu croire un moment le secrétaire général du FLN rejoindre l'opposition, lui qui s'interrogeait, il y a quinze jours, comment des responsables étaient coincés à leurs postes plus de vingt ans voire plus. Et ce, avant que Saâdani ne se ressaisisse pour exempter le président de la République en affirmant que ce dernier «a laissé son empreinte.» «Qui t'a fait toi ? Comment as-tu pu acheter des biens à l'étranger ?», s'est interrogé Djillali qui poursuivra en répondant à ce même secrétaire général du FLN

qui «compatissait», hier, avec les cadres incarcérés. «Mais c'est ton ami Ouyahia qui les a placés en prison», a répondu le président de Jil Jadid qui s'en prendra également au patron intérimaire du RND qui a accusé récemment l'opposition «d'intelligence avec l'étranger et de profiter de la situation du pays pour s'emparer du pouvoir». Et de lui rappeler, dans ce sens, sa grande réalisation, le fameux crédit documentaire qui a permis à certains de s'enrichir illégalement et de «transférer de la devise en ramenant des containers pleins de gravats». Mais Ouyahia et Saâdani se jouent de nous ou quoi ?, s'emportera, ou presque, Djillali qui invitera les tenants du pouvoir à divulguer leurs comptes en banque à l'étranger. Le président de Jil Jadid n'épargnera pas le président de la République et son fameux «Tab jna-

nou» lancé un certain 8 mai 2012 à Sétif que plus d'un ont interprété comme étant une volonté du système à vouloir, enfin, passer le flambeau aux nouvelles générations. «C'est vrai que depuis, il a passé le flambeau à Bensalah, à Ould-Khelifa et à Gaïd-Salah», commentera-t-il ironiquement, faisant remarquer que les gens du pouvoir sont «tous âgés de plus de 75 ans». Pour Soufiane Djillali, «la fin du système en place arrivera pacifiquement, ce à quoi travaille, selon lui, l'opposition, ou par l'implosion» car, explique-t-il, «les problèmes du pays ne font que s'amplifier et s'amonceler», relevant que le pouvoir n'a pas préparé les futures générations à prendre, un jour, le relais. Un pouvoir «périmé» qui «n'a jamais compris les évolutions de la société algérienne», ajoutera-t-il.

M. K.